

demandent de nous incliner et de les porter aux nues.

Tandis que le gouvernement est obsédé par les prophéties concoctées au préalable dans les arrières-boutiques du parti libéral, les Canadiens se lassent de plus en plus de constater à quel point des problèmes essentiels sont ignorés et négligés. Un grand nombre de gens sont en train de quitter le premier ministre—leur nombre prend rapidement les proportions d'un exode. Il y a eu le ministre des Transports. Il nous a expliqué que le gouvernement ne s'occupait pas des problèmes réels. Il se trouve peu de gens pour lui donner tort à ce sujet. Il y a eu ensuite, au Sénat, deux piliers de la forteresse libérale, les sénateurs Lang et Aird, qui l'on quitté parce qu'ils s'indignaient de la désinvolture concernant nos obligations de l'OTAN, ce qui prouve que la conscience peut exister à l'autre endroit. Maintenant, nous voyons les Stanburys qui commencent à s'agiter.

Une voix: Lequel?

M. Paproski: Le représentant de l'autre endroit. Monsieur l'Orateur, lorsque les membres du conseil stratégique du gouvernement de l'autre endroit commencent à en avoir assez, c'est que la situation doit être vraiment mauvaise. Voilà où nous en sommes au moment d'aborder cette motion qui ne fait que découvrir un aspect du désarroi et de l'inertie dont le gouvernement s'est rendu coupable. On verra par l'exemple suivant qu'il dit blanc et noir à la fois: le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) demande instamment aux consommateurs de boycotter le bœuf alors que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) est satisfait de la hausse des prix. Je serais le dernier à m'en prendre au ministre de l'Agriculture lorsqu'il dit qu'il est temps d'accorder aux agriculteurs un juste profit, ce qui est particulièrement vrai si l'on considère que le gouvernement est incapable de vendre du blé. On comprend que la perspective d'un accroissement du revenu dans l'Ouest du Canada constitue un soulagement pour l'honorable ministre. Mais elle révèle certes l'inaptitude du gouvernement puisque la seule solution que propose le ministre de la Consommation aux consommateurs, c'est de boycotter le bœuf qui, de toute façon, est au-dessus de leurs moyens.

Le ministre n'a pas réussi à réglementer à la satisfaction des consommateurs, les étapes qui séparent le moment où le bouvillon quitte la ferme et celui où, débité et emballé sous cellophane, il est placé dans les rayons de boucherie de tout le pays. Le ministre peut-il expliquer pourquoi le prix du bœuf doit augmenter de 200 p. 100 entre l'abattoir et le

[M. Paproski.]

rayon du supermarché? Les magasins à succursales n'accusent qu'un bénéfice de 2 p. 100, ce qui est raisonnable. Quelqu'un donc pâtit, d'ordinaire ceux qui se trouvent aux deux pôles, en l'occurrence, le cultivateur d'une part, et le consommateur de l'autre. Le ministre de l'Agriculture estime s'être occupé convenablement de son domaine, ce qui laisse le ministre de la Consommation dans une situation désavantagée. Peut-être le ministre de la Consommation devrait-il désormais boycotter le ministre de l'Agriculture.

Quand le ministre le plus averti et le plus prévoyant du gouvernement, celui qui détient l'important portefeuille des Transports, dit que le gouvernement n'arrive à rien, nous sommes enclins à le croire. Je veux parler ici du député de Trinity (M. Hellyer). Quand on voit ce qui se passe du côté des taux d'intérêt, du prix de l'argent et des prix à la consommation sur tous les plans, on se rend compte à quel point l'ancien ministre des Transports avait raison de dire que le gouvernement actuel néglige le côté essentiel et pratique des choses (nuts and bolts).

Un gouvernement compte bien des choses pratiques et essentielles, monsieur l'Orateur, mais je crains qu'il n'y ait plus de «nuts» que de «bolts» dans le gouvernement actuel. La meilleure chose que le gouvernement puisse faire pour venir en aide à tous les Canadiens, ce serait de démissionner.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Malheureusement, monsieur l'Orateur, nous sommes saisis aujourd'hui d'un projet de résolution d'un démagogue.

Une voix: D'un quoi?

M. Allmand: Si j'ai dit cela, c'est que le projet de résolution simplifie la question à l'extrême...

M. McGrath: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Sauf le respect que je vous dois, je déclare que je ne suis pas un démagogue et le député ne devrait pas faire une telle affirmation.

M. l'Orateur: Je ne sais trop si le député veut que la présidence décide si le mot démagogue est une expression antiparlementaire. Le mot est un peu fort, il me semble, et j'espère que ce genre d'épithète ne fera pas partie du vocabulaire usuel à la Chambre des communes. Le député de Notre-Dame-de-Grâce pourrait peut-être dire qu'il n'a pas...

M. Allmand: Je ne croyais pas le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) si susceptible. Dans ce cas, je retire volontiers toute insinuation que j'aurais pu faire à son sujet. J'ai